



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Avenir de l'Union européenne

Question au Gouvernement n° 4019

Texte de la question

AVENIR DE L'UNION EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à Mme Isabelle Rauch.

Mme Isabelle Rauch. Monsieur le secrétaire d'État chargé des affaires européennes, ce dimanche, à l'occasion de la journée de l'Europe, le Président de la République a pris la parole lors de l'ouverture de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Il était à Strasbourg, où il a pu signer un contrat de trois ans qui conforte cette ville comme capitale européenne, et je m'en félicite.

L'Europe est une réalité quotidienne dans ma circonscription qui est aussi celle de l'un de ses pères fondateurs, Robert Schuman. Dans ce territoire frontalier avec le Luxembourg et l'Allemagne, des milliers de nos concitoyens traversent chaque jour la frontière pour aller travailler. Les échanges entre nos États, le bilinguisme et les études européennes sont des réalités de leur vie quotidienne.

Sur ce territoire martyr des trois guerres entre la France et l'Allemagne, nous savons plus qu'ailleurs que l'Europe n'est pas le désir irréaliste d'enfants gâtés, ni une fantaisie de technocrates hors sol. L'Union européenne est une nécessité qui a rendu possible la paix sur notre continent, et qui concourt aujourd'hui à affirmer notre puissance sur la scène internationale. Pourtant, la construction européenne n'est pas achevée, et nous sommes conscients de ses limites et de ses faiblesses. Nous avons pu voir son importance stratégique pendant la crise, mais elle doit désormais être plus agile et nous permettre de décider plus vite et plus fort. Nous devons aussi renforcer la souveraineté de l'Europe dans des secteurs stratégiques.

Cette conférence sur l'avenir de l'Europe s'accompagne d'une grande consultation démocratique, afin que tous les citoyens des vingt-sept pays de l'Union puissent partager leur vision de son futur. Nous devons reprendre le dialogue et écouter toutes les attentes et les insatisfactions, ainsi que les bonnes idées et les points de vigilance.

Monsieur le secrétaire d'État, comment cette consultation citoyenne va-t-elle se déployer concrètement dans notre pays ? J'aimerais appeler votre attention sur la place qui doit être laissée aux jeunes dans ce grand moment d'échange et de débat, ces jeunes qui sont fortement touchés par la crise sanitaire et la crise économique, mais qui regorgent aussi d'idées pour notre avenir.

Enfin, pouvez-vous nous garantir que les demandes de nos concitoyens ne seront pas enterrées aussitôt formulées ? Il est essentiel que leur parole soit entendue, pour que cette consultation ne soit pas un machin de plus qui entache la confiance envers les institutions européennes. Dans tous les cas, je souhaite la réussite de cette initiative importante, afin que l'Europe s'engage sur la voie d'une renaissance. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Clément Beaune, *secrétaire d'État chargé des affaires européennes*. Merci, madame la députée, de faire rayonner un engagement européen, qui ne surprend pas de la part d'une élue de la circonscription de Robert Schuman. Cet engagement est partagé par tous les élus frontaliers, notamment ceux de votre région. À cet égard, je tiens à dire que je connais les difficultés des travailleurs frontaliers, particulièrement en Moselle, dont vous avez maintes fois – et à juste titre – relayé les demandes. Grâce à notre mobilisation collective, nous avons pu obtenir des allègements au cours des derniers jours, et nous allons poursuivre ce travail.

Comme vous l'avez indiqué, le Président de la République s'est rendu dimanche à Strasbourg à l'occasion de la journée de l'Europe. En rappelant l'engagement du Président et du Gouvernement en faveur du statut de capitale européenne de Strasbourg, j'insisterai sur la présence non seulement de nombreux élus, mais aussi, pour la première fois, de la présidente de la Commission européenne et du président du Parlement européen, lors de cette journée symbole du rayonnement européen de la ville.

La journée a aussi été marquée par le lancement de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Cette idée n'est pas un machin : c'est une proposition que le Président de la République avait formulée il y a deux ans, c'est-à-dire avant la pandémie de covid-19. Soutenue par la majorité présidentielle lors des élections européennes, cette proposition a peu à peu convaincu. Elle est en train de voir le jour avec quelques mois de retard, à un moment où il apparaît encore plus nécessaire d'engager un débat ouvert et approfondi dans toute l'Europe. Celui-ci s'achèvera dans un an, pendant la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Nous nous engageons donc à en faire quelque chose. Ce ne sera pas un débat pour professionnels de la profession, une sorte de catéchisme ou de lubie technocratique. Il sera ouvert, en particulier aux jeunes. En France, le Gouvernement organisera des débats sur tous les domaines dans toutes les régions, y compris bien sûr dans les outre-mer, pendant plusieurs week-ends consécutifs après l'été. Dès dimanche, en même temps que cette conférence sur l'avenir de l'Europe, nous avons lancé dans toute l'Europe une consultation spécifique pour les jeunes. D'ici au mois de juillet, elle devrait toucher 50 000 d'entre eux. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Isabelle Rauch](#)

Circonscription : Moselle (9^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4019

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [12 mai 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [12 mai 2021](#)